

## **AFRIQUE : RISQUES TOUAREGS, UN ALIBI COMMUNE**

Yves Ekoué Amaïzo  
7 juillet 2008

Depuis que l'Afrique a été découpée contre le gré de ses populations en 1885 lors de la Conférence de Berlin et que les chefs d'Etat africains, depuis 1963, s'accordent collectivement pour refuser la levée de l'intangibilité des frontières en Afrique<sup>1</sup>, les risques de conflits sur le continent n'ont pas globalement diminué. Ils ont changé de nature. Au lieu de déboucher systématiquement sur des guerres civiles comme encore en Somalie, de nouvelles formes apparaissent dans le cadre de la globalisation. De nouvelles alliances se jouent des frontières dites intangibles et posent le problème des pouvoirs à concéder aux populations qui revendiquent leur autonomie par rapport à un pouvoir central qui nie parfois jusqu'à leur existence politique.

Les conséquences en termes de risques sur les affaires économiques en Afrique n'ont fait qu'augmenter, les manque-à-gagner aussi. Le désert sahélien en Afrique semble servir de terrain d'expérimentation à certains apprentis sorciers du terrorisme décentralisé. Ne faut-il pas peut-être repenser un instant la réalité de l'espace Touareg comme un espace propice à l'élaboration d'une future nation de type fédérale ? Rejeter le débat amène des groupes d'individus à refuser l'autorité du gouvernement central et à organiser une sorte de résistance dont les pourtours sont proportionnellement limités à leur capacité de nuisance politique, économique et financière. Certains groupes terroristes venus d'ailleurs mais exerçant en Afrique l'ont compris et tentent de « s'approprier » ce marché vierge en jouant dans la provocation ou en servant d'effet de levier à des luttes parfois ancestrales. Ce faisant, certains groupes de terroristes n'hésitent pas à user de l'arme du clientélisme sur fond de pauvreté. Le silence embarrassé des autorités publiques semble suivre la courbe ascendante des contestations sociales et politiques dans les zones concernées.

### **1. Touaregs : bouc-émissaire ou alibi pour Al-Qaïda décentralisé**

Avec le développement des réseaux internationaux, les alliances diverses et variées et les luttes internes tant au sein des structures officielles de l'armée, des services spéciaux d'intervention, des mercenaires, des groupes d'individus considérés tantôt comme des rebelles, voire des bandits, tantôt comme des combattants pour l'indépendance d'espaces décentralisés, les risques touaregs ne peuvent plus être passés sous silence. La preuve en est que depuis plusieurs mois, deux ressortissants autrichiens kidnappés en Tunisie ont, semble-t-il, été identifiés comme retenus dans le désert malien, une zone où les nomades touaregs circulent. Ces espaces considérés naguère comme un « simple désert » se retrouvent être des mines de ressources géologiques ou minières, ceci dans tout le Sahara occidental. Les autochtones touaregs prennent conscience de leur poids politique et économique et réclament pacifiquement ou violemment, un droit de redistribution des richesses. Parce-que les solutions locales ou régionales ne semblent pas contribuer à apaiser les requêtes, la prise d'otages sous la forme de disparition d'individus ou menaces sur des événements comme le Paris-Dakar sert de plus en plus d'alibis à ces causes pour mieux se faire entendre avec en filigrane la volonté de neutraliser les actions des pays influents. C'est ainsi que les organisateurs du rallye Dakar 2008 sur

recommandations du Ministre français Bernard Kouchner ont annoncé le 4 janvier 2008 l'annulation de la course<sup>2</sup>. Sur un autre plan, les autorités autrichiennes peinent à trouver le bon interlocuteur pour récupérer deux de leurs ressortissants kidnappés en Tunisie et censés se trouver aux mains de groupes terroristes ou rebelles et sur un espace que partagent les peuples Touaregs. Le risque touareg existe-t-il vraiment ? Apparemment oui, mais les Touaregs apparaissent plus comme des bouc-émissaires commodes pour les groupuscules d'Al-Qaïda décentralisé lesquels en profitent pour brouiller les pistes et élargir leur champ d'actions.

Les Touaregs se retrouvent principalement dans le Sahara central mais on les retrouve aussi en Algérie, au Mali, au Niger, au Burkina-Faso, au Soudan et en Libye. En abandonnant le nomadisme, nombreux ont contribué à l'essor de villes comme Tamanrasset en Algérie ou Agadez au Niger. Ils ont longtemps été appelés les « hommes bleus » du fait de leur chèche, un turban d'environ quatre-cinq mètres de long, enroulé sur la tête, censé protéger du soleil, du vent, de la pluie, du sable et du froid... Le chèche souvent teint en bleu indigo, couleur d'un arbre local, déteint sur leur peau, d'où le nom. Les Touaregs possèdent leur langue, le Tamasheq. Bien qu'il y ait de plus en plus de métissage avec les populations noires, les Touaregs ont en commun un refus d'assimilation culturelle et linguistique qui se double d'une marginalisation économique et politique dans les pays où ils sont installés. Cela a graduellement conduit à des revendications non satisfaites, des discriminations dans les institutions locales des Etats, ce qui a débouché sur des luttes armées depuis plus de deux décennies<sup>3</sup>.

A l'instar des Kurdes au Moyen-Orient et en Europe orientale, les Touaregs commencent de plus en plus à faire la une de l'actualité au point que l'on parle aujourd'hui dans les milieux autorisés et spécialisés dans le sécuritaire de « risques touaregs en Afrique de l'Ouest ». Il s'agit bien de risques au pluriel car rien ne permet d'étayer la thèse d'une organisation unitaire et concertée de revendications communes entre les Touaregs répartis sur les différents Etats africains.

Mais le risque est-il aussi facilement identifiable ? D'autres structures mondiales telles qu'Al-Qaïda Maghreb commencent à avoir un rôle non négligeable au Maghreb comme dans la région du désert sahélien au point de contraindre les autorités françaises et mauritaniennes à annuler le fameux rallye Dakar 2008. Toutefois, les nombreuses dissensions en Algérie au sein d'Al-Qaïda, le rôle des services algériens plus connus sous le sigle DRS, l'ex-« Sécurité militaire » qu'il ne faut pas confondre avec les autorités algériennes (gouvernement), encore moins l'armée algérienne, font qu'il est difficile d'identifier qui « commande » qui et surtout pour combien de temps. Les grands principes du « terrorisme violent » volent en éclat avec des sous-groupes dissidents qui se focalisent sur des luttes parcellaires et ciblées sans rapport avec la lutte mondiale. Pour renforcer le tout, de nombreuses alliances et ramifications existent tant en Mauritanie, au Mali, qu'au Niger et semblent s'étendre jusqu'au Tchad et au Soudan. Les conflits récurrents de la crise des Touaregs avec le gouvernement central tant au Mali qu'au Niger reposent sur une crise d'autonomie et de gestion des ressources du sol et du sous-sol. Là-dessus viennent se greffer des problèmes de raptis crapuleux sur fond d'autonomie de groupes dissidents d'Al-Qaïda qui ont des alliances avec les services spéciaux officiels, officieux ou indépendants qui eux-mêmes signent des alliances avec certains groupuscules touaregs. On peut donc parler de complexité du problème Touaregs et à fortiori de nouveaux risques.

Les Touaregs doivent-ils bénéficier d'une discrimination positive ou simplement être considérés comme de simples « bandits » comme l'a affirmé le Président du Niger ? Même l'arrestation du journaliste de Radio France internationale Moussa Kaka au Niger ne peut être analysée sans faire référence aux objectifs recherchés par les Touaregs. Le simple fait d'informer le monde sur des dossiers dont la géographie recouvre celle des peuples Touaregs, notamment ceux en relations avec l'exploitation d'uranium, a concouru à faire passer un journaliste expérimenté et connaissant tant la zone que le « jusqu'où il ne faut pas aller » pour un vulgaire agent d'information de groupes dissidents « Touaregs ». Le poids de la pensée unique du « politiquement correct » et peut-être la mauvaise compréhension des autorités sur le travail d'un journaliste d'investigation ont conduit à des blocages. Les informations circulant entre des groupes rebelles et un journaliste sont malheureusement considérées parfois comme de la collusion.

Les dissensions régulières entre les Présidents du Mali ou du Niger avec les Touaregs sur fond de refus de redistribution des richesses n'ont pas empêché de retrouver des réfugiés Touaregs au Burkina Faso. Mais peut-on vraiment penser que ces problèmes sont indépendants des pratiques des sociétés comme Areva en compétition avec les sociétés chinoises pour l'achat d'uranium et le contrôle des espaces pétrolifères prometteurs ? Lorsque l'on rajoute à cet imbroglio de risques interdépendants, le fait que les chefs Touaregs ont été reçus en délégation par le Guide libyen, Mouammar Kadhafi, et que l'on mette en perspective l'agrandissement régulière de l'institution sous-régionale CEN-SAD<sup>4</sup> (voir encadré 1) qui recouvre justement toute cette zone, alors il n'est pas impossible de se demander si les intérêts contradictoires des Etats, du peuple Touaregs, et des groupuscules terroristes ou pas, et assimilés trop rapidement à des Touaregs, ne sont pas en train de créer les poudrières de demain. Le rôle de médiation du Guide libyen, bien que pouvant être perçu comme vexant pour les autorités algériennes, ne devrait néanmoins pas être exclu.

Le terrorisme devient un fond de commerce rémunérateur sur tous les plans social, économique, financier et politique. Il suffit de réussir quelques coups de terreurs sélectives et spectaculaires pour retrouver une forme de crédibilité djihadiste et en profiter pour monnayer, avec ou sans prise d'otages, des alliances stratégiques pour déclencher toute une opération de sécurisation du désert sahélien. Ce nouveau risque doit nécessairement être distinct de celui historique en Algérie que mènent les autorités de ce pays contre certains groupes islamistes. Ce nouveau risque contraint tous les Etats de la zone Maghreb et du désert sahélien à s'organiser contre la capacité de nuisance de groupes-terroristes qui ont vite compris l'intérêt de se muer en mercenaires crapuleux en s'alliant au cas par cas à des groupes touaregs, lesquels poursuivent des objectifs bien différents. Les investissements dans cette zone risquent, s'ils ne sont pas couverts par un véritable risque-pays, de mettre en otage certaines sociétés qui ont oublié de pratiquer la responsabilité sociale de l'entreprise et de répondre aux préoccupations des populations locales. Les institutions de garantie et d'assurance pourraient utilement créer une fenêtre « risque Touaregs » qui viendrait compléter les couvertures déjà existantes.

Parler de complexité des risques Touaregs relève alors de l'euphémisme. Croire que les objectifs globaux rencontrent les intérêts des groupes en proximité est un mythe qu'il faudra balayer pour mieux comprendre les infiltrations de part et d'autres entre les troupes régulières de l'armée, les services spéciaux de sécurité, ceux qui s'en sont détachés volontairement ou sous

contrainte, en encore ceux qui mènent des luttes historiques pour retrouver l'intégrité d'un territoire Touaregs qui viendrait remodeler la carte de l'Afrique. Paradoxalement, lorsque la dissidence dans tel ou tel groupe s'affirme, cela se traduit par des assassinats, des rapt de personnes et des violences de toutes sortes dont le coût humain, social, économique et financier doit nécessairement être pris en compte dans la gouvernance moderne de l'entreprise qui opère dans ces frontières flexibles. Il faudra y rajouter les « alignements » religieux qui mélangent allègrement « esclavage moderne », dépendance de la « post-colonie », usurpation des ressources en compétition avec les nouveaux pays émergents et un partage de gâteau avec des dirigeants africains devenus plus « gourmands » sans que cela ne se traduise par l'amélioration du bien-être des populations ou le respect de l'environnement.

## 2. Pourquoi des otages autrichiens ?

Mme Andrea Kloiber, une infirmière de 44 ans et Mr. Wolfgang Ebner, un conseiller fiscal de 51 ans, ne sont plus apparus en public depuis le 18 février 2008 alors qu'ils étaient en vacances au sud de la Tunisie. Après plusieurs hésitations sur leur sort, il semble bien qu'aujourd'hui (à la date du 30 juin 2008), certains journalistes certifient qu'il s'agirait de l'organisation d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) qui aurait revendiqué leur enlèvement entre le 18 et 25 février dernier<sup>5</sup>. La date du 22 février 2008 est souvent avancée pour un enlèvement qui aurait eu lieu en Tunisie. Le même groupe utiliserait un autre sigle (QJMI)<sup>6</sup> qui correspondrait en arabe à « Qaïdat Al Jihad Fil Maghreb Al Islami ». Les ramifications de ce groupe sont souvent la résultante de conflits internes dont il faut tenir compte pour trouver une solution définitive à la libération des otages autrichiens. Les exigences connues des ravisseurs se résumeraient à :

- la libération de leurs militants emprisonnés en Algérie et en Tunisie<sup>7</sup> notamment cinq terroristes emprisonnés dont Amar Saïfi, dit « El Para » alias « le parachutiste », un ancien militaire et l'un des principaux « émirs » (chef) du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui s'est rallié à Al-Qaïda en septembre 2006. Il aurait été l'instigateur de l'enlèvement en 2003 dans le Sahara algérien d'un groupe de 32 touristes européens<sup>8</sup> ;
- le versement d'une rançon, dont le montant n'a pas été rendu public mais dont les rumeurs estiment la somme à 5 millions d'Euros<sup>9</sup>.

Il convient de mentionner que le GSPC connaît des luttes intestines au point d'avoir deux fractions opposées. L'une des fractions semble s'aligner sur les luttes globales et suit en cela la ligne d'Osama Bin Laden. Il s'agit d'Abdelmalek El-Droukdel (alias Abu Musab abd al-Wadoud<sup>10</sup>) ; le chef de ce groupe fait une allégeance totale à Bin Laden, ce que reflète le changement de nom en janvier 2007 du groupe en Al-Qaïda in Maghreb (AQMI en français)<sup>11</sup> qui tend à recruter plus parmi les jeunes<sup>12</sup>. L'autre fraction semble se concentrer plus sur les problèmes intérieurs de l'Algérie et semble avoir tissé des alliances stratégiques avec des groupes rebelles en Afrique, notamment les Touaregs qui n'ont au départ souvent rien à voir avec Al-Qaïda ou ses dissidences en Afrique.

Il semble que ce soit Hassan Hattab<sup>13</sup> qui représente une sorte d'opposition idéologique au sein du GSPC. Il s'est rendu aux autorités algériennes en octobre 2007 afin de bénéficier de la

protection tant des services secrets algériens qu'indirectement des hommes d'A. El-Droukdel<sup>14</sup> de l'AQMI. Il semble que des agents de H. Hattab ou de Mokhtar Belmokhtar<sup>15</sup> pourraient renseigner sur les otages autrichiens. Ce qui ne les a pas empêchés de les emmener au Sud de l'Algérie, puis au nord du Mali et peut-être au Niger pour être certains d'être en dehors des zones d'A. El-Droukdel<sup>16</sup>. Avec les autres conflits sur le terrain avec les Touaregs du Mali et du Niger, et les dissidences dans l'armée du Mali et du Niger, il n'est pas impossible que des alliances nouvelles se soient formées. C'est ainsi que les otages sont devenus des monnaies d'échange dans des rivalités et des intérêts contradictoires et intercommunautaires où seul prime le paiement d'une rançon.

Il est donc important que l'Autriche donne l'image d'une puissance neutre et indépendante qui souhaite aider à la résolution globale ou partielle des conflits dans la zone en offrant de servir de médiateur et en facilitant les dialogues. En contrepartie, l'Autriche pourrait demander une libération des otages par l'intermédiaire des représentants de pays qui peuvent influencer les forces dissidentes qui n'ont que faire du combat global d'Al-Qaïda<sup>17</sup>. Il s'agit notamment de ceux qui souhaitent se concentrer sur l'Algérie et se désolidariser du combat global basé sur des attentats suicides. La Libye et le Soudan seraient bien placés pour aider dans la résolution du problème des otages autrichiens compte tenu de leur connaissance et implications dans les dossiers tchadiens et soudanais y compris le Darfour.

Précédée par la mission dite « d'information » de l'Ambassadeur autrichien Anton Prohaska et l'émissaire Alexander Ehrlich, la mission récente de Mme la Ministre autrichienne des affaires étrangères au Mali<sup>18</sup> et en Algérie a sans doute permis de faire avancer le dossier et faciliter le contact téléphonique. Ceci autorise à croire que les deux otages sont en vie et qu'ils auraient été informés des efforts que déploie le gouvernement autrichien pour leur libération.

Le principe de libération des deux otages contre une rançon provenant des autorités autrichiennes ne fait pas de doute mais mérite de s'appuyer sur une garantie. A défaut, le gouvernement autrichien pourrait se retrouver à faire des offres financières et se retrouver à devoir « satisfaire » des demandes telles que le retrait d'Afghanistan ou autres demandes sans que les otages ne soient relâchés. D'après le journaliste A. Kedadra<sup>19</sup> qui écrit pour le journal indépendant algérien El Khabar et repris dans Algeria Watch, Wolfgang Ebner aurait été contacté par l'un de ses proches<sup>20</sup>. La teneur des entretiens n'a pas été révélée.

Des rumeurs circulent tendant à faire croire à une volonté de libération des deux otages par la voie d'un ou de plusieurs intermédiaires. Mais l'argument avancé qui aurait empêché la libération des otages se résumerait à l'insécurité et la crise entre les groupes touaregs du nord du Mali et le gouvernement central du Mali.

Des organisations non gouvernementales sans mandat du gouvernement malien, dont l'Association pour l'intégration des régions du Nord du Mali (air Nord), ont déjà envoyé des émissaires à Kidal et Tombouctou mais sans résultats notables à ce jour<sup>21</sup>. Il semble que les otages autrichiens, dont l'un souffrirait de choléra et de la malaria<sup>22</sup>, servent de monnaie d'échanges entre des groupes dissidents qui voient là l'occasion de renflouer leurs caisses bien vides depuis que leur allégeance à Al-Qaïda Maghreb, la branche déconcentrée d'Al-Qaïda Monde de Bin Laden, aurait soumis les financements internes à des conditionnalités. En réalité,

les preneurs d'otages n'ont plus renouvelé leur ultimatum de s'en prendre à la vie des otages depuis le 7 avril 2008. Cela pourrait laisser croire à des négociations inter-terroristes et une refonte de leur structure vers plus de cohésion. Dans ce cas, il n'est pas étonnant que les preneurs d'otages conservent les otages aussi longtemps que possible tout en s'assurant ainsi contre toute intervention intempestive de type militaire. Une preuve téléphonique aurait été malgré tout donnée aux fils d'un des otages<sup>23</sup>. Le rôle d'intermédiaires non identifiés seraient à l'origine d'une réduction de la rançon de 5 à 2 millions d'Euros et vraisemblablement à la disparition d'une partie des frais d'intermédiation.

Néanmoins, les objectifs et des méthodes sanglantes d'Al-Qaïda Maghreb seraient rejetés localement par les groupes dissidents et certains services spéciaux fonctionnant comme des mercenaires pour des donneurs d'ordres inconnus et variables. Les otages autrichiens sont en définitive des victimes innocentes de la réorganisation autonome des groupes terroristes en Afrique. Les otages autrichiens apparaissent comme des victimes innocentes et finissent par servir plus à une démonstration de rapports de force entre les terroristes avec à la clé un « leadership sur les méthodes ».

### **3. Al-Qaïda au Maghreb Islamique et crises Touaregs ?**

Il faut rappeler que pour faire passer des otages autrichiens depuis la Tunisie à travers l'Algérie sans se faire détecter, il faut bénéficier d'une importante logistique et d'un réseau étoffé avec des alliances multiples. Les otages auraient été aperçus dans le passé dans un rayon d'environ 150 km autour de Tessalit et Kidal, le chef-lieu du principal responsable d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique, l'Emir Yahyia Abou Ammar et son adjoint de nationalité algérienne, Abdelhamid Abou Zaïd<sup>24</sup>. Ceci suppose qu'il existerait des alliances ou des accords entre l'organisation d'Al-Qaïda au Maghreb islamique à savoir le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) et les groupes Touaregs du nord du Mali en rébellion avec le gouvernement central du Mali. Mais rien n'exclut les liens avec les groupes touaregs du Niger eux-mêmes en relation avec d'autres groupes actifs au Tchad et au Soudan et sous influence de donneurs d'ordre aux intérêts divergents.

Il faut savoir qu'en 2006, des informations tendaient à montrer que les liens et contrôles mutuels entre le GSPC et les unités chargées du contre-espionnage au sein des services secrets algériens, le « Département Renseignement et Sécurité » (DRS), sont à analyser avec beaucoup de prudence du fait des infiltrations de part et d'autres<sup>25</sup>. Ainsi, les autorités autrichiennes doivent diversifier les interlocuteurs pour faciliter la libération de leurs otages. C'est dans ce contexte qu'il convient d'introduire la crise Touaregs et la rébellion au sein des armées nationales.

La région de Kidar au nord du Mali où se trouveraient les otages autrichiens est considérée comme un « no man's land » où l'autorité centrale malienne n'a pas vraiment prise. Par ailleurs, des informations concordantes tendraient à indiquer que les otages auraient transité par l'Algérie et la Libye<sup>26</sup> avant d'avoir été localisés au Nord du Mali.

Un regain de violence entre les forces rebelles Touaregs du Mali et les soldats de l'armée malienne a eu lieu fin mai. Il semble que plus de 30 soldats ont perdu la vie et cela a été reconnu

par les autorités maliennes. Le nombre de morts du côté des forces rebelles est inconnu. Ce conflit qui se situe au nord-est du Mali concerne la garnison de l'armée dans la ville d'Abeibara. Des alliances nouvelles entre Touaregs et les groupes AQMI et certains agents dissidents du GSPC ne peuvent pas être proscrits. Ces nouvelles alliances de circonstance sur des luttes bien différentes sur le fond rendent plus important encore le besoin pour les groupes dissidents d'Al-Qaïda Maghreb de trouver des financements alternatives pour s'assurer quelques espaces d'autonomies. Aussi, une solution pour la libération des otages autrichiens ne peut que passer par une analyse débouchant sur ceux qui peuvent influencer le dossier tout en garantissant un positionnement « neutre » et d'accompagnement social de type humanitaire discret. Cela devrait permettre de limiter les blocages de part et d'autres et d'éviter de favoriser des actions isolées d'extrémistes incontrôlables.

Il importe de noter qu'un phénomène similaire est en cours au Niger et que la nouvelle richesse du Niger dont l'uranium et le pétrole (voir encadré 2), risque d'amener les autorités nigériennes à utiliser la méthode forte contre les rebelles, mettant ainsi en danger la vie des otages autrichiens s'ils sont présents (de manière intermittente) avec les « rebelles touaregs » du Niger.

Le Président Malien, Alpha Toumani Touré (ATT) a déclaré dans une conférence de presse du 8 juin 2008<sup>27</sup> qu'il changeait sa méthode de négociation avec la rébellion Touareg au nord du Mali et que l'armée gouvernementale n'hésiterait plus à répondre aux attaques des groupes rebelles touaregs qui menacent l'intégrité du territoire malien. En réalité, les combats ont été si importants que pour la première fois, les autorités burkinabés ont confirmé la présence de réfugiés maliens sur leur territoire alors que les autorités maliennes sont plus discrètes sur cette reconnaissance de Touaregs déplacés. La reconnaissance des otages autrichiens sur le territoire malien ne semble toutefois pas avoir été reconnue officiellement. Cela pose tout le problème des liens entre les Etats (Mali ou Niger) et les groupes rebelles touaregs dans ces pays.

De plus, il se greffe un problème de dissidence dans l'armée malienne avec le chef rebelle dissident Ibrahima Bahanga<sup>28</sup>. En effet, le 3 avril 2008 à Tripoli sous l'autorité du Guide Libyen Kadhafi, les émissaires du gouvernement et ceux du chef rebelle touareg du Mali, Ibrahima Ag Bahanga ayant pris les armes depuis le 20 mars dans le nord-est du Mali ont signé un « protocole d'entente » ayant pour objet de mettre fin aux hostilités et de préserver le cessez-le-feu conclu. Le sort des 33 militaires maliens, toujours détenus en captivité entre les mains du chef rebelle touareg<sup>29</sup> et dissident Ibrahima Bahanga n'est toujours pas réglé à ce jour.

Avec les possibilités de circulation des Touaregs (voir encadré 4, la carte de la zone géographique des Touaregs), les liens avec les Touaregs rebelles du Niger<sup>30</sup> sont de plus en plus développés. Les liens entre les commandants touaregs rebelles tels que le nigérien Aghaly ag Alambo<sup>31</sup> et le malien Ibrahima Bahanga<sup>32</sup> doivent être revisités. En effet, du côté du Niger, la lutte s'est intensifiée par le biais du Mouvement nigérien pour la Justice (MNJ, voir encadré 3) qui a pour objectif d'obtenir une plus grande prise en compte des richesses minières du pays dans le processus de développement économique et de décentralisation. Les attaques contre le gouvernement et les intérêts français (Société Areva pour l'uranium) dans cette zone ont contribué à faire connaître ces groupes dissidents et implantés dans l'économie de proximité. La libération récente de 25 otages dans le nord du Niger par le Mouvement des Nigériens pour la

Justice (MNJ)<sup>33</sup> est à prendre en considération et démontre bien que la lutte du MNJ n'a en principe rien à voir avec celle des groupes liés à Al-Qaïda Maghreb. Le Guide Libyen Khadafi a été unanimement salué par les deux protagonistes (Etat nigérien et MNJ) pour le déroulement pacifique de la libération d'une partie des otages. Quatre otages français du Groupe Areva viennent aussi d'être libérés le 22 juin 2008 par le MNJ<sup>34</sup>. Cela démontre bien que la MNJ, d'après le chef de la rébellion, Agali Alambo, contrôle la zone où que le Gouvernement nigérien ne peut assurer la sécurité des travailleurs étrangers dans cette zone. La MNJ en profite pour rappeler la nécessité de donner la priorité à la résolution des problèmes dans le nord du pays, ce qui sous-entend la crise Touareg. Mais, une scission au sein même de la MNJ<sup>35</sup> a eu lieu au cours de 2007 avec la création du Front des Forces de redressement (FFR) et rien de présage d'un avenir moins risqué dans le Nord du Niger.

Le Président malien souhaite organiser une conférence sous-régionale sur la sécurité et le développement<sup>36</sup> mais son homologue du Niger, Mamadou Tandja, ne souhaite pas négocier avec les rebelles du MNJ (dissidents de l'armée nigérienne) qu'il considère toujours comme des « bandits et des trafiquants de drogues ». Ainsi au Mali comme au Niger, il faut faire face à une rébellion de l'armée et les deux chefs d'Etat ne s'entendent pas sur la stratégie à mener contre les rebelles. Compte tenu de l'importance des liens entre les rebelles touaregs, le Tchad et le Soudan, il s'avère aussi important d'associer le Président du Soudan dans la libération des otages autrichiens. Mais le rôle de la Libye dans la libération des otages ne peut être négligé compte tenu de sa capacité à réunir l'ensemble des chefs touaregs.

#### **4. Mauritanie et terrorisme : un espace d'entraînement et de formation délocalisée**

En juin 2005 déjà, la Mauritanie fut secouée par une attaque de la caserne mauritanienne de Lemgheity par des terroristes islamiques. Les soupçons furent portés sur le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC). L'annulation du Rallye Dakar 2008 et les évasions rocambolesques des prisonniers tendent à laisser penser que le GSPC bénéficie de réseaux de soutiens solides dans le pays.

Au-delà des groupes engagés dans des revendications douteuses ou justifiées, le problème du risque délocalisé du terrorisme se retrouve dans l'existence d'écoles religieuses prônant le Djihad que l'on retrouve en fonctionnement actif dans le désert mauritanien, à la frontière du Maroc. Selon le quotidien arabophone « Assabah », de nombreux islamistes marocains auraient été formés dans des écoles religieuses (Mahdara) dont l'idéologie serait proche d'Al-Qaïda. L'école Maâti Moulana située dans la région d'Akjoujt, au Nord de la Mauritanie, est souvent citée en exemple mais d'autres existent avec des liens très étroits avec les islamistes marocains. Le financement proviendrait des monarchies du Golfe. Ces dernières sont-elles exactement au courant qu'elles financent des écoles pour promouvoir une conception religieuse du monde qui favorisent aussi le terrorisme ? Ces écoles sont-elles détournées de leur fonction première pour servir la cause des terroristes ? Officiellement, plus de 3000 étudiants y suivraient des enseignements sur le wahhabisme. Mais les cours comportent aussi des entraînements militaires qui ne se distinguent pas de ceux suivis par les terroristes d'Al-Qaïda. Avec l'implication d'anciens étudiants dans « l'attaque perpétrée contre un poste avancé de l'armée mauritanienne le 27 décembre 2007 », tous les services secrets d'Etat notamment ceux du Maroc ont commencé à s'inquiéter. Cette inquiétude se justifie par le fait qu'avec le temps, tout cet espace est devenu



une sorte de zone franche où les trafics d'armes de toutes sortes ont lieu à des prix très compétitifs. Une arme d'assaut se négocierait autour de 300 euros<sup>37</sup>. Les infiltrations réelles ou supposées des groupes terroristes de l'ex-GSPC en territoire mauritanien ne peuvent être exclues.

## **5. Al-Qaïda Maghreb islamique et Al-Qaïda Sahel**

Créé en 1998, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) a progressivement succédé, ou peut-être s'est substitué en Algérie au Groupe Islamique Armé (GIA) considéré comme un groupe terroriste, passant d'intervention isolée en Kabylie à des interventions sélectives au plan mondial notamment avec l'enlèvement d'une trentaine de touristes européens au Sahara en 2003<sup>38</sup>. Le GIA était une organisation armée dont l'objet était de renverser le gouvernement algérien et introduire un Etat islamiste mais s'est transformé en une organisation prônant la terreur de masse. Le GSPC est connu pour des attentats et actions armées en Algérie en s'attaquant surtout aux forces de sécurité avant de s'en prendre aux civils puis à des cibles étrangères. Le GSPC s'est appuyé sur des « réseaux dits dormants » prêts à perpétrer des attentats meurtriers, une forme de mercenariat à la commande.

Cette évolution vers l'international s'est conclue par une alliance avec Al-Qaïda en septembre 2006, ce qui a conduit à sa transformation, en janvier 2007, en une déconcentration d'Al-Qaïda avec le changement de nom : « Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb islamique (AQMI) ». De fortes présomptions portent à croire que le GSPC est une émanation directe des services secrets de l'armée algérienne, notamment l'ex-sécurité militaire algérienne connue sous le nom de Département de renseignement et de sécurité (DRS) dont les responsables sont les vrais détenteurs du pouvoir, notamment pendant la période de guerre civile entre 1992 et 1999. Mais ces groupes sont graduellement devenus des instruments de légitimation pour les régimes algériens non seulement pour continuer à contrôler les richesses dans l'hydrocarbure (pétrole et gaz) mais aussi pour démontrer l'existence d'une vraie capacité à résister localement au terrorisme et limiter ainsi des interférences venues d'ailleurs. Bien qu'il faille rester prudent dans les affirmations et suite au référendum de septembre 2005 adoptant la « Charte pour la paix et la réconciliation » et au processus de paix et de concorde civile mis en œuvre à partir du 28 février 2006 en Algérie<sup>39</sup>, il y a tout de même peu de doutes que la plupart des groupes affiliés au GSPC ne soient pas infiltrés par le DRS, lequel suit, grâce à ses unités de contre-espionnage au sein des services secrets algériens, les anciens détenus libérés ou des islamistes qui ont « retourné » leur veste<sup>40</sup>. Plusieurs nationalités africaines sont représentées dans l'AQMI avec près de 400 terroristes algériens et 200 disciples de nationalité libyenne, malienne, marocaine, mauritanienne, nigérienne et tunisienne<sup>41</sup>. Les liens avec les groupes terroristes au Tchad et au Soudan et en Irak sont évoqués très régulièrement.

La recrudescence des attentats terroristes en Algérie en 2007 serait vraisemblablement liée au fait que le processus de concorde civile n'aurait pas couvert certains des membres de l'ex-GSPC. Il s'agissait en l'espèce d'accorder tantôt l'impunité, tantôt l'indemnisation pour les membres de leurs familles tués. En résultante, certaines grandes figures du terrorisme comme Hassan Hattab<sup>42</sup> ont menacé de rejoindre les mouvements terroristes, surtout lorsque ce dernier, selon la presse algérienne, pourrait remplacer El Droukdel à la tête du GSPC-AQMI. En réalité, les distances entre les services officielles algériens et les groupes officieux du GSPC et ses

dérivées semblent s'agrandir face à un partenariat plus resserré entre les services secrets algériens et ceux des Etats-Unis, notamment l'Agence centrale de renseignement, la CIA.

En intégrant officiellement le « Global War on Terror » de l'administration américaine de George W. Bush, les groupes parallèles aux services officiels seraient de facto des instruments indirects qui auraient dû apporter des soutiens logistiques ponctuels à l'AFRICOM, le commandement militaire américain pour l'Afrique, si les chefs d'Etat africains n'y avaient pas opposé un non catégorique à son installation sur le continent. Il s'agissait en filigrane de préserver une paix discrète avec les groupes terroristes d'Al-Qaïda en Afrique. Pour beaucoup de responsables africains, ce serait l'alignement trop important du Kenya ou de la Tanzanie sur les Etats-Unis quant au dossier terrorisme qui aurait, entre autres, conduit aux deux attentats meurtriers contre l'ambassade américaine à Nairobi et à Dar-es-Salaam en 1998<sup>43</sup>.

L'objectif de l'AFRICOM consistait officiellement à assurer la paix et la sécurité en Afrique tout en renforçant la capacité militaire des Africains sans qu'il y ait besoin de solliciter l'aide militaire de la communauté internationale. William Ward, commandant en chef de l'AFRICOM, a déclaré que « l'AFRICOM contribuera directement à la stabilité, à la sécurité, à la santé et au bien-être des institutions, des Etats et des peuples de l'Afrique ». Apparemment, cela n'a pas convaincu les chefs d'Etat africains anxieux de préserver la paix sans une protection américaine qui pourrait réveiller des groupes terroristes imprévisibles et menant des guerres idéologiques sur un plan global. La peur du terrorisme en Afrique est réelle et est reconnue par les services secrets américains qui voient d'ailleurs des liens entre l'Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb islamique (AQMI) et les groupes incontrôlés des Talibans du Nigeria<sup>44</sup>.

Un partenariat transfrontalier contre-terrorisme américain est d'ailleurs en place en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est pour empêcher que des espaces de paix ne deviennent des espaces privilégiés d'actions terroristes. Mais l'accent porte aussi sur la nécessité de décourager le prosélytisme idéologique extrémiste auprès des jeunes comme des groupes rebelles pris dans le piège de la pauvreté. Il faut néanmoins rappeler que les Etats-Unis ont formé plus de 39 000 soldats de la paix dans 20 pays africains depuis 2005<sup>45</sup>. En parallèle, le Golfe de Guinée fournit déjà plus de 15 % des besoins en hydrocarbures des Etats-Unis et en 2015, ce chiffre dépassera les 25 %<sup>46</sup>. Il y a donc bien un risque stratégique pour les Etats-Unis que de laisser échapper le contrôle de cette zone. C'est oublier que certains gouvernements ont besoin justement de groupuscules pour asseoir leur pouvoir, ce qui force à des alliances parfois contre nature. Compte tenu des dissidences internes, il arrive que des groupes se désolidarisent des structures principales et mènent leur propre combat, et deviennent des terroristes-mercenaires. Ce type de terrorisme non seulement peut gêner les affaires et l'économie civile et ne repose pas uniquement sur le couple rafles d'otages et rançons pécuniaires. Les demandes consistent souvent en demandes de libération de leurs compagnons d'armes et peuvent devenir politiques puisqu'il est réclamé, entre autres choses, à l'Autriche de se désengager de l'Afghanistan.

Bien qu'aucune action n'ait été portée à son actif, un groupuscule de terroristes qualifiés « d'électrons libres » avait annoncé des attentats contre le Maroc, l'Espagne, la France, l'Algérie, la Mauritanie et le Front Polisario. Il mettrait plus en cause le roi Mohamed VI du Maroc qualifié de « tyran »<sup>47</sup>. Les services de renseignements ne s'accordent pas sur les affiliations. Les services occidentaux estiment qu'ils s'agiraient d'islamistes marocains et algériens mais agissant à partir

d'Espagne, alors que les services secrets algériens considèrent qu'ils s'agirait plus d'une branche « autonome » de l'ex-GSPC qui considère que la bande sahélienne entre le Maroc, la Mauritanie, et le Nord du Mali serait son territoire d'action. Mais les méthodes utilisées seraient proches de celles d'« Ansar Al-Islam fi Sahara, bilad al mulathamin » qui signifie « les partisans du prophète au Sahara, pays de ceux qui portent le voile », qui eux seraient proches des groupes d'Al-Qaïda agissant en Irak.

Faut-il croire qu'il existe en fait une vraie scission entre AQMI implanté en Algérie et l'ex-GSPC basé dans la région du Sahel ? Ne faut-il pas distinguer entre Al-Qaïda Maghreb et d'Al-Qaïda Sahel, ce dernier serait alors l'émanation « Ansar Al-Islam fi Sahara, bilad al mulathamin » ? Certainement ! Roland Jacquard, le Président de l'observatoire international du terrorisme et expert auprès des pays membres du conseil de sécurité de l'ONU, a été parmi les premiers à donner l'alerte sur ce qui est convenu d'appeler une « légion salafiste du désert<sup>48</sup> » qui disposerait de camps d'entraînement pour des kamikazes, et de nombreuses recrues avec des équipements militaires impressionnants. Ils circulent avec « des lance-roquettes montés sur des véhicules 4 X 4 » qui auraient pu servir à déstabiliser la région sahélienne notamment la Mauritanie et le Mali avec des tentatives d'infiltrations au Niger et même en Libye. Ces derniers bénéficient de soutiens d'émirs locaux. Ce sont ces groupes qui auraient commis plusieurs attaques de garnisons en Mauritanie et au Mali, répondant parfois dans ce dernier pays aux « attentes » des groupes dissidents Touaregs.

En réaction les pays occidentaux dont la France et les Etats-Unis ont relancé entre eux leur coopération entre services secrets, services de renseignements et services militaires mais aussi avec tous les pays concernés y compris l'Algérie et la Libye pour venir à bout d'Al-Qaïda Maghreb et ses proliférations anarchiques. L'arrêt porté au déploiement du commandement américain AFRICOM et l'arrêt des bases militaires dans les pays amis notamment au sud algérien auraient eu pour effet d'instaurer une sorte de statu quo au niveau continental. Mais au niveau national, les lendemains relèvent du domaine de la vigilance. La distillation de l'information à compte-gouttes sur ce sujet finalement tabou ou considéré comme relevant de la sécurité d'Etat favorise indirectement le développement de ces nébuleuses de déstabilisation qui demeurent incontrôlables sur des pans du territoire africain. L'Etat africain hérité de frontières coloniales arbitraires n'a pas réussi à créer une Nation alors que des alliances nouvelles se font jour pour se libérer d'Etats qui n'arrivent pas à organiser la redistribution de la richesse du sol et du sous-sol avec l'ensemble de leur population. Cette menace terroriste du Sahel, telle une tempête du désert qui traverse régulièrement la Méditerranée pour terminer sa course en Europe, risque de remonter vers les pays occidentaux si des pressions pour une meilleure répartition des fruits de la nouvelle croissance économique africaine ne voient pas le jour au plan politique.

C'est d'ailleurs une des vraies chances de couper court à des alliances contre nature entre d'une part, des groupes de revendication de type économique et autonomiste et d'autre part, des groupes terroristes dogmatiques qui peinent à faire partager la fausse « guerre sainte mondiale » avec les revendications économiques non satisfaites des peuples Touaregs. Le coût restera le même : très élevé si les autorités africaines considèrent que cela relève du marginal. Des otages autrichiens et d'autres sont en train de l'expérimenter à leurs dépens. Les exactions sur les populations locales passent malheureusement encore trop par pertes et profits et n'apportent pas

de réponses à la question de fond : qui profite de la présence réelle d'Al-Qaïda Maghreb déconcentré dans l'espace Touareg ? Une question ouverte !

Il n'est décidément pas facile d'en finir avec les collusions<sup>49</sup> parfois douteuses entre les nouvelles formes d'Al-Qaïda en Afrique notamment le lien entre d'une part Al-Qaïda Maghreb (GSPC-AQMI), les services spéciaux algériens (DRS) et le pouvoir algérien<sup>50</sup>, et d'autre part, ce qu'il convient d'appeler sur toute la bande sahéenne, Al-Qaïda Sahel et les liens nouveaux avec les groupes rebelles touaregs et leurs ramifications libyennes, soudanaises, tchadiennes, voire au Moyen-Orient. YEA.

### Encadré 1 : Quand la CEN-SAD « s'oppose » à l'UPM

La *Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD)* a été créée en 1998 par le Guide Libyen Mouammar Kadhafi, lorsque ce dernier était encore sous l'embargo des pays occidentaux. La CEN-SAD a tenu son 10<sup>e</sup> sommet sur le thème « Développement rural et sécurité alimentaire dans l'espace CEN-SAD » et compte maintenant 25 Etats membres sur les 53 de l'Union africaine. Elle a pour projet de créer une « union économique globale » dans une logique de panafricanisme mais semble avoir servi à récompenser les premiers pays à l'avoir soutenu à sortir de l'embargo notamment le Burkina, le Mali, le Niger, le Tchad et le Soudan. Le rejet du Guide Libyen du projet de *l'Union pour la Méditerranée (UPM)* initiée par le Président français s'explique par la perception que l'UPM risque de gêner considérablement la construction d'une solidarité économique entre tous les pays africains et diviser l'Afrique entre la partie Nord et la partie subsaharienne.

### Encadré 2 : Niger, De l'uranium au pétrole

Avec la diversification des potentiels acheteurs d'uranium au Niger et la revalorisation du prix de ce produit, l'amélioration des revenus pour l'Etat nigérien est certaine. C'est la société chinoise « *China national oil and gaz development and exploration corporation* » (CNODC) qui va exploiter le pétrole du Niger suite à la découverte de 300 millions de barils dans la région d'Agadez, au nord du pays. Le contrat devrait rapporter à l'Etat du Niger 127 milliards de FCFA à partir de septembre 2008, trois mois après la signature du contrat qui a eu lieu le 2 juin dernier. La construction d'une raffinerie et d'un oléoduc de près de 2000 km jusqu'au port de Cotonou au Bénin est au programme. La société chinoise devrait produire autour de 20 000 barils de pétrole par jour. La consommation du Niger ne dépasse pas 7 000 barils par jour. L'avenir se présente bien puisque les réserves d'ici 2014 sont estimées à 650 millions de barils.

Source : <http://www.afrik.com/article14514.html> et Panapress 12 juin 2008

### Encadré 3 : Mouvement des Nigériens pour la Justice - MNJ

Le MNJ est un mouvement politico-militaire composé de Nigériens. Le MNJ n'est pas un mouvement religieux qui condamne le terrorisme international, le fondamentalisme islamique, les trafics d'armes, de drogues, des humains... Le MNJ affirme militer pour rétablir le Peuple nigérien dans ses droits bafoués par une élite sans scrupule au pouvoir. En effet, le mouvement prône la justice socio-économique, la politique de proximité, la valorisation des différentes cultures nationales et le rétablissement des nigériens dans la dignité et la justice. Le MNJ lutte aussi pour la reconnaissance de droit à la propriété foncière pour les nomades dans leur région. Il lutte également contre toutes les attributions des permis de recherche à des multinationales sans une politique nationale et plus particulièrement sans une politique locale qui prend en considération la réalité socioculturelle et socio-économique des populations habitant les zones minières : les retombées économiques doivent aussi profiter aux populations locales et donc leurs régions doivent être rétribuées équitablement. Le mouvement milite également pour une décentralisation effective au Niger, le respect des droits fondamentaux de l'être humain sous toutes leurs formes.

La Libye n'a jamais aidé notre mouvement par contre Kadhafi se dit prêt à aider pour le retour de la paix au Niger si le gouvernement nigérien et le MNJ le mandatent...

Nous demandons aux gouvernements occidentaux de faire tout pour faire revenir la paix dans le Sahara.

Voir <http://www.temoust.org/spip.php?article3607#forum> et [http://occitan-touareg.over-blog.com/pages/Interview\\_de\\_Aghaly\\_Ag\\_Alambo\\_president\\_du\\_MNJ-129824.html](http://occitan-touareg.over-blog.com/pages/Interview_de_Aghaly_Ag_Alambo_president_du_MNJ-129824.html)

**Encadré 4 :**  
**Carte de la zone géographique où vit le peuple Touareg**



Espaces transnationaux où vivent un nombre important de Touaregs  
Source : [http://en.wikipedia.org/wiki/Image:Touareg\\_area.png](http://en.wikipedia.org/wiki/Image:Touareg_area.png)

<sup>1</sup> Yves Ekoué Amaïzo (sous la coordination de), *L'Afrique est-elle incapable de s'unir ? Lever l'intangibilité des frontières et opter pour un passeport commun*, avec une préface de Prof. Joseph Ki-Zerbo, éditions l'Harmattan, Paris, 2002.

<sup>2</sup> La trentième édition du rallye Dakar 2008 qui devait démarrer à Lisbonne a été annulée à la veille du départ par les Organisateurs (Amaury Sport Organisation (ASO) sur la recommandation du ministère des affaires étrangères françaises le 4 janvier 2008 en raison des craintes d'attentats, notamment en Mauritanie. Le 24 décembre 2007, quatre touristes français et trois militaires mauritaniens avaient été tués. L'attaque a été attribuée par les autorités mauritaniennes à des éléments armés proches de la Branche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (BAQMI), l'ancien Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), voir RFI, 7 janvier 2008.

<sup>3</sup> Hélène Claudot-Hawad, *Touaregs. Apprivoiser le désert*, Gallimard, Paris, 2002. (Collection Découvertes Gallimard ; Cultures et société ; n° 418).

<sup>4</sup> Voir encadré 1: CEN-SAD ou UFM

<sup>5</sup> Voir Blog Politics and Soccers, « AQIM/GSPC kidnaps two in Tunisia », <http://a517dogg.blogspot.com/2008/03/aqimgspc-kidnaps-two-in-tunisia.html>

<sup>6</sup> « Qui manipule Al-Qaïda au Maghreb Islamique? » in *Mecanopolis*, 15 mars 2008, voir <http://forum.reopen911.info/p124541-15-03-2008-11-57-58.html>

<sup>7</sup> Amar Saïfi, dit "El Para", a été arrêté au Tchad en 2004 et remis à l'Algérie. Il est depuis en détention dans l'attente d'un procès reporté plusieurs fois. Les ravisseurs des Autrichiens ont également demandé la libération de

- 
- Bouderbal Fatah, alias Abdelfattah Abou Bassir, « émire » d'une brigade spécialisée dans les attentats-suicides à Alger, ainsi que celle de Mossaab Abou Abdallah, un des piliers de l'état-major d'Al Qaïda au Maghreb.
- <sup>8</sup> Le journal algérien Al Khabar (indépendant), a précisé que les preneurs d'otages réclamaient la libération de 10 islamistes tunisiens emprisonnés dans leur pays, où ils étaient rentrés en 2006 pour « ouvrir un nouveau front » après avoir suivi un entraînement en Algérie.
- <sup>9</sup> Assané Koné, Nord Mali : « Où sont les otages autrichiens », in *Le Républicain*, 21 mars 2008, voir [http://www.maliweb.net/category\\_reply.php?NID=28689&page=1&cid=55396&fromname=rebel&](http://www.maliweb.net/category_reply.php?NID=28689&page=1&cid=55396&fromname=rebel&)
- <sup>10</sup> Alias Abou Mossab Abdelouadoud dans le conflit tchadien où les objectifs du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT) sont totalement divergents voire opposés qui auraient détenus l'émir Abderezak El-Para (alias Droukdel) réclamé par le GSPC et qui aurait servi de monnaie d'échanges lors de la libération des otages allemands enlevés en 2003. Le MDJT s'oppose aussi aux services secrets libyens accusés d'avoir assassiné Youssouf Togoimi, fondateur du MDJT et n'a pas de doute sur les relations entre le bureau de renseignement libyen et la police algérienne. El-Para était entre les mains de dissidents du MDJT et la libération des otages allemands auraient été estimées à 5,6 million d'Euros au profit des Salafistes ; voir Mounir B., « La Libye extradé Abderezak Al-Para vers l'Algérie », *Algeria-Watch*, 29 octobre 2004, [http://www.algeria-watch.org/fr/article/mil/groupe\\_armes/para\\_extrade.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/article/mil/groupe_armes/para_extrade.htm)
- <sup>11</sup> Blog "Politics and soccers": AQIM/GSPC kidnaps two in Tunisia, 14 mars 2008, voir <http://a517dogg.blogspot.com/2008/03/aqimgspc-kidnaps-two-in-tunisia.html>
- <sup>12</sup> Olivier Guitta, "Al-Qaïda in the Islamic Maghreb's dilemma" in *Middle East Times*, 28 janvier 2008, voir [http://www.metimes.com/International/2008/01/28/Al-Qaïda\\_in\\_the\\_islamic\\_maghrebs\\_dilemma/1237/](http://www.metimes.com/International/2008/01/28/Al-Qaïda_in_the_islamic_maghrebs_dilemma/1237/)
- <sup>13</sup> Il aurait contribué à créer le GSPC en 1998 et serait aujourd'hui considéré comme une sorte de dissidence par rapport à l'approche globale et les méthodes radicales prônées par la branche mondiale d'El-Qaïda. Il est un ancien de l'armée algérienne notamment du GIA est considéré comme déserteur de ce corps... voir Zeit online, <http://www.zeit.de/2003/35/Geiseln>
- <sup>14</sup> Abdelmalek el-Droukdel alias Abu Musab abd al-Wadoud
- <sup>15</sup> Jonathan Schanzer, *Al-Qaeda's Armies: Middle East Affiliate Groups & The Next Generation of Terror*, first Edition, Publisher Specialist Press International, New York, NY, 2005
- <sup>16</sup> Abdelmalek Droukdel est souvent reconnu sous les noms différents tels que Abdelmalek Dourkdal, Abdelmalek Durkdal, Abdelwadud Droukdel, Abdelwahab Droukdel, voir aussi Marc Sageman, *Unmasking Terror: A Global Review of Terrorist Activities*, Jamestown Foundation, Washington D.C., USA, 2007;
- <sup>17</sup> Voir aussi [http://www.metimes.com/International/2008/01/28/Al-Qaïda\\_in\\_the\\_islamic\\_maghrebs\\_dilemma/1237/](http://www.metimes.com/International/2008/01/28/Al-Qaïda_in_the_islamic_maghrebs_dilemma/1237/) et <http://207.114.86.27/popThug.php?ID=221986&T=Abdelwadoud Droukdel>
- <sup>18</sup> *Le Républicain*, « La ministre autrichienne des affaires étrangères à Bamako : Libération imminente des otages autrichiens ? », in *Le Républicain*, Mali, 3 juin, 2008, voir : [http://www.malijet.com/confidentiel-mali/la\\_ministre\\_autrichienne\\_des\\_affaires\\_etrangeres\\_a\\_bamako.html](http://www.malijet.com/confidentiel-mali/la_ministre_autrichienne_des_affaires_etrangeres_a_bamako.html)
- <sup>19</sup> Voir A. Kedadra, dans *El Kabir* et dans *Algeria Watch*, 15 juin 2008, voir [www.algeria-watch.de/fr/article/mil/groupe\\_armes/liberation\\_prochaine.htm](http://www.algeria-watch.de/fr/article/mil/groupe_armes/liberation_prochaine.htm)
- <sup>20</sup> Op. Cit. A. Kedadra.
- <sup>21</sup> Assané Koné, in *Le Républicain*, 21 mars 2008, op. cit.
- <sup>22</sup> Natalie Forite, « Mali : l'un des otages autrichiens enlevés par Al Qaïda gravement malade », 5 juillet 2008, voir <http://www.afrik.com/article14699.html>
- <sup>23</sup> La Mali.fr, « Un Autrichien otage d'Al-Qaïda a pu téléphoner à son fils », <http://www.lemali.fr/mali/securite/un-autrichien-otage-d'al%11qaida-a-pu-telephoner-a-son-fils-2008061814029.html>
- <sup>24</sup> Inconnu, « Otages autrichiens au Maghreb: intenses efforts diplomatiques et policiers », 16 mars 2008, Blog, voir <http://www.paix-undernet.com/modules/news/article.php?storyid=685>; Selon le quotidien arabophone Al Djazair News, l'enlèvement des deux touristes autrichiens est la première grande opération menée par le chef algérien des ravisseurs, Abdelhamid Abou Zaïd, adjoint de l'Emir Yahyia Abou Ammar, responsable pour le Sahara et le Sahel dans Al-Qaïda au Maghreb Islamique.
- <sup>25</sup> Rédaction de Risques internationaux, « Algérie : Qui contrôle réellement le GSPC, Al-Qaïda ou le DRS ? », in *Risques Internationaux* 11 décembre 2006 voir [www.risques-internationaux.com](http://www.risques-internationaux.com) et [http://www.algeria-watch.org/fr/article/mil/sale\\_guerre/controle\\_gspc.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/article/mil/sale_guerre/controle_gspc.htm)
- <sup>26</sup> Assané Koné, Nord Mali : « Où sont les otages autrichiens », in *Le Républicain*, 21 mars 2008, voir [http://www.maliweb.net/category\\_reply.php?NID=28689&page=1&cid=55396&fromname=rebel&](http://www.maliweb.net/category_reply.php?NID=28689&page=1&cid=55396&fromname=rebel&)

- <sup>27</sup> B. Daou, « La situation politique et sécuritaire au Nord : ATT face à la presse le 8 juin 2008 à Koulouba : les incohérences du Président », in *Le Républicain*, 9 juin 2008, voir <http://www.maliweb.net/category.php?NID=31986>
- <sup>28</sup> Sékouba Samaké, « Accord de Tripoli : Bahanga tiendra-t-il parole ? » in *Info matin*, mercredi 9 avril 2008, voir <http://www.temoust.org/spip.php?article4912>
- <sup>29</sup> « Tuareg rebel violence results in deaths », in *Middle East Times*, 23 mai 2008
- <sup>30</sup> Voir Wikipedia, « Second Tuareg Rebellion », voir [http://en.wikipedia.org/wiki/Second\\_Tuareg\\_Rebellion](http://en.wikipedia.org/wiki/Second_Tuareg_Rebellion)
- <sup>31</sup> Temoust, « Interview de Aghaly Ag Alambo Président du MNJ », mardi 23 octobre 2007, voir <http://www.temoust.org/spip.php?auteur1>
- <sup>32</sup> Blog : « *Rebellion touareg: de Mano Dayak à Ibrahim Ag Bahanga* », samedi 29 mars 2008, voir <http://djaladjomathematiques.blogspot.com/2008/03/rebellion-touareg-de-mano-dayak-ibrahim.html>
- <sup>33</sup> RFI, « Les rebelles touaregs du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), qui opèrent dans le nord du Niger, ont libéré lundi 25 de leurs otages, capturés entre juin 2007 et janvier 2008 dans le nord du pays. Parmi les otages libérés figure le préfet de Tanout (sud), enlevé en janvier... Le MNJ, apparu en février 2007, revendique davantage d'autonomie pour le nord du Niger et une plus grande part des revenus de l'exploitation minière, y compris l'uranium. Les autorités de Niamey accusent pour leur part le MNJ d'être à la solde d'intérêts étrangers dans le but d'entraver la politique de diversification des partenaires miniers engagée depuis 2006 dans la filière de l'uranium, que le groupe nucléaire français Areva contrôle depuis une quarantaine d'années... Le ministre nigérien de la Communication et porte-parole du gouvernement, Mohamed Ben Omar, joint par RFI, a salué le travail effectué par la fondation Kadhafi pour obtenir cette libération. Une intervention libyenne que les rebelles du Mouvement des Nigériens pour la Justice confirment : selon le porte-parole du MNJ, la libération fait suite à plusieurs appels du guide libyen pour que ces hommes soient remis en liberté. », 10 mars 2008, voir [http://www.rfi.fr/actufr/articles/099/article\\_63750.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/099/article_63750.asp)
- <sup>34</sup> AFP/Le Monde, « Quatre otages français libérés au Niger », 26 juin 2008, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/06/26/quatre-otages-francais-liberes-au-niger\\_1062928\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/06/26/quatre-otages-francais-liberes-au-niger_1062928_3212.html)
- <sup>35</sup> AFP, « Niger: scission au sein du mouvement rebelle touareg MNJ », voir aussi [http://gaboneco.com/show\\_article.php?IDActu=7954](http://gaboneco.com/show_article.php?IDActu=7954)
- <sup>36</sup> Sékouba Samaké, « Sécurité au Nord-Mali : Le Japon au secours d'ATT », in 5 juin 2008, in *Info Matin*, voir [http://www.malijet.com/confidentiel-mali/securite\\_au\\_nord\\_mali\\_le\\_japon\\_au\\_secours\\_d\\_att.html](http://www.malijet.com/confidentiel-mali/securite_au_nord_mali_le_japon_au_secours_d_att.html)
- <sup>37</sup> Journal Assabah, « Maroc/Mauritanie/Terrorisme : des écoles djihadistes font leur apparition dans le désert mauritanien », 4 février 2008, voir <http://www.rebelles.info/article-16317742.html>, voir aussi [www.esisc.org](http://www.esisc.org)
- <sup>38</sup> François Gèze et Salima Mellah, « Al-Qaïda au Maghreb », ou la très étrange histoire du GSPC algérien, *Algeria-Watch*, 22 septembre 2007, [http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf\\_fr/gspc\\_etrange\\_histoire.pdf](http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf_fr/gspc_etrange_histoire.pdf)
- <sup>39</sup> Nasséra Dutour, « Algérie : de la Concorde civile à la Charte pour la Paix et la Réconciliation nationale : amnistie, amnésie, impunité », in *CAIRN*, *Études de cas : les modèles face aux enjeux locaux – Afrique*, n° 53, 2008/1, pp. 144 à 149.
- <sup>40</sup> Algeria-Watch, « Algérie : Qui contrôle réellement le GSPC, Al-Qaïda ou le DRS ? », [www.riques-internationaux.com](http://www.riques-internationaux.com), 11 décembre 2006, voir [http://www.algeria-watch.de/fr/article/mil/sale\\_guerre/controle\\_gspc.htm](http://www.algeria-watch.de/fr/article/mil/sale_guerre/controle_gspc.htm)
- <sup>41</sup> *New York Times* du 1<sup>er</sup> juillet 2008 et *Jeune Afrique*, « Terrorisme ; quand un émir parle aux Américains », n° 2487 du 6-12 juillet 2008
- <sup>42</sup> F. Gèze et S. Mellah, *Algeria-watch*, 22 septembre 2007, op.cit. [http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf\\_fr/gspc\\_etrange\\_histoire.pdf](http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf_fr/gspc_etrange_histoire.pdf)
- <sup>43</sup> Gérard Prunier, « Liaisons dangereuses de Washington en Somalie », in *Le Monde Diplomatique*, Septembre 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/09/PRUNIER/13917>
- <sup>44</sup> Todd Moss, « An Emerging Strategic Partner », 18 mars 2008, voir <http://www.africom.mil/getArticle.asp?art=1708>, le site de AFRICOM ; Un partenariat officiel est mis en place « The Trans-Sahara Counterterrorism Partnership (TSCTP) ».
- <sup>45</sup> Op. cit., <http://www.africom.mil/getArticle.asp?art=1708>
- <sup>46</sup> AFRICOM, « AFRICOM posture Statement : Ward Updates Congress on U.S. », 13 March 2008, <http://www.africom.mil/getArticle.asp?art=1679>
- <sup>47</sup> Amine Makri, « Ansar al-Islam » menace le Maghreb, *La Voix de L'Oranie*, 31 juillet 2007, [http://actualite.el-annabi.com/article.php?id\\_article=6547](http://actualite.el-annabi.com/article.php?id_article=6547)



---

<sup>48</sup> H. K., « Révélation : les services secrets français contrôlent la lutte anti-terroriste en Algérie », in *Le Matin* (Algérie), 5 janvier 2008, voir <http://www.lematindz.net/news/revelation-les-services-secrets-francais-controlent-la-lutte-ant.html>

<sup>49</sup> Voir Ludo, 29 septembre 2007, [http://www.algeria-watch.org/fr/http://www.hns-info.net/article.php3?id\\_article=12179](http://www.algeria-watch.org/fr/http://www.hns-info.net/article.php3?id_article=12179)

<sup>50</sup> Voir Ludo, 29 septembre 2007, [http://www.algeria-watch.org/fr/http://www.hns-info.net/article.php3?id\\_article=12179](http://www.algeria-watch.org/fr/http://www.hns-info.net/article.php3?id_article=12179)